

(λ)

(N° 375)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 JUILLET 1922.

- 1° Proposition de loi substituant la date du 11 novembre à celle du 4 août comme fête nationale;
 - 2° Proposition de loi portant que l'anniversaire de la journée du 11 novembre 1918 sera célébré chaque année comme fête officielle de la Paix ⁽¹⁾.
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. CARTON DE WIAERT.

MESSIEURS,

Ainsi que le rappelle M. Max dans les développements de sa proposition de loi, la date du 11 novembre était celle que le Sénat avait tout d'abord adoptée pour la commémoration solennelle de notre participation à la grande guerre. Lors de la discussion qui eut lieu à la Chambre dans la séance du 9 juillet 1919, MM. Imperiali, Hanssens et Destrée demandèrent, par voie d'amendement, que la célébration du 4 août fût substituée à celle du 11 novembre. Au nom du Gouvernement, M. Delacroix se rallia à cette substitution, et l'anniversaire du 4 août, ayant été adopté par la Chambre et accepté par un nouveau vote du Sénat, fut officiellement consacré par la loi du 19 juillet 1919 à titre de fête nationale.

L'expérience n'a pas tardé à révéler les inconvénients de cette décision. M. Max en signale quelques-uns : « Août est essentiellement un mois de vacances et de voyages. Les mandataires publics prennent généralement à cette époque leur congé annuel. D'autre part, les écoles sont fermées. »

Ces inconvénients sont indéniables. Mais la tiédeur dont les communes et la population ont fait preuve dans la célébration de la fête nationale du 4 août est due, croyons-nous, à des raisons plus profondes et qui sont surtout d'ordre psychologique. L'anniversaire du 4 août est, pour tous les Belges, une date

(1) Propositions de loi, n° 363 et 244.

(2) La Commission, présidée par M. HYMANS, était composée de MM. BOLOGNE, DE BUE, DESTREE, CARTON DE WIAERT, FISCHER, HOUSIAUX, STRAUS et VAN HOECK.

singulièrement émouvante et glorieuse, mais ce n'est pas une *fête*, avec ce que cette expression comporte, dans le langage courant, de manifestations bruyantes et de réjouissances extérieures. Le caractère odieux de l'attentat dont la Belgique fut, ce jour-là, la victime, la cruauté des sacrifices et des deuils dont une résistance opiniâtre et imposée par l'honneur devait être la cause première et volontaire, tous ces souvenirs, évoqués par la date du 4 août, jurent en quelque sorte avec le mot et l'idée de fête.

C'est ainsi qu'il faut expliquer le peu de succès que rencontra en 1919 et en 1920, le programme qui fut arrêté par l'autorité supérieure pour fêter la date du 4 août. Les salves d'artillerie et les concerts militaires n'éveillèrent que de médiocres échos et les bouquets d'artifice firent long feu.

En 1921, le Gouvernement n'hésita pas à substituer à ce programme de fête une formule mieux appropriée au sentiment populaire. Une circulaire du Ministre de l'Intérieur adressée à toutes les administrations de l'État, aux autorités provinciales et communales ainsi qu'aux autorités ecclésiastiques insista sur la nécessité de donner à l'anniversaire du 4 août un caractère de recueillement patriotique plutôt que de réjouissance publique. « Pour rendre hommage à l'héroïsme de la Nation se dressant d'un élan unanime contre l'envahisseur, toutes les cloches sonneront le glas d'alarme le 4 août à 9 heures 30 du matin, au moment où fut consommé, par la violation de notre sol, un des crimes les plus flagrants de l'histoire. Cette sonnerie solennelle ranimera dans l'âme de tous, en même temps que le souvenir de l'héroïsme national, le sentiment de l'union et des sacrifices que la Patrie exige de chacun de ses enfants pour la défense de son indépendance. »

La proposition de M. Max abroge la loi du 19 juillet 1919. Désormais, l'anniversaire du 4 août 1914 ne sera plus une fête nationale, mais ce caractère sera officiellement attribué à l'anniversaire de la journée du 11 novembre 1918.

La proposition déposée par M. Van Remoortel, et dont l'examen a été également renvoyé à la Commission par une décision de la Chambre du 4 juillet, tend exactement au même objet. Elle ne diffère de celle de M. Max qu'en attribuant à la célébration du 11 novembre le titre de « Fête de la Paix. » La Commission n'a pas cru nécessaire qu'une qualification spéciale fut donnée à cette commémoration dont le caractère ne peut donner lieu à aucune contestation.

A l'unanimité de ses membres, votre Commission est d'avis d'adopter l'idée que consacrent les deux propositions, et demande à la Chambre de l'accepter à son tour, en se ralliant au texte proposé par M. Max.

Ce texte confère à la date du 11 novembre le caractère de fête nationale. Rappelons que « fête nationale » et que « fête légale » ne sont pas des expressions synonymes, et que si le pouvoir législatif entend conférer au 11 novembre les effets spéciaux et juridiques des jours légalement fériés, il faudrait compléter en ce sens le texte proposé par M. Max. Ajoutons aussi que rien ne fera obstacle, lorsque le texte de la proposition sera traduit en une loi, à ce que l'article 70 de la Constitution qui prescrit la réunion des Chambres le deuxième mardi de chaque année — à moins qu'elles n'aient été réunies antérieurement par le Roi — ne reçoive son application, dans le cas où le 11 novembre se trouverait être le deuxième mardi du mois.

La date du 11 novembre, qui n'offre pas, au point de vue d'une célébration populaire et de la participation des écoles, les inconvénients pratiques qu'entraînait le choix du 4 août, est assurément digne de marquer à tout jamais dans la mémoire des générations nouvelles. Elle mérite d'être fêtée avec éclat par la Belgique comme par les Puissances qui furent nos alliés dans la grande guerre du Droit. Elle rappelle le triomphe du Droit sur la Force. C'est le jour où notre agresseur demanda grâce. C'est le jour où la vaillance de nos soldats et la résistance de nos populations eurent leur récompense dans la victoire et dans la libération du sol violé. Ce jour-là, l'odieuse occupation ennemie prit virtuellement fin. Ce jour-là, nos villes et nos villages se pavaisèrent, comme par enchantement, aux couleurs nationales si longtemps condamnées. Ce jour-là, les mères n'eurent plus à trembler pour leurs enfants. Ce jour-là, nos prisonniers et nos déportés sortirent de leurs geôles. A la dispersion des familles succéda la joie des retours. Et toutes les angoisses de la guerre cessèrent d'étreindre les esprits et les cœurs qui s'ouvrirent à toutes les espérances et à toutes les illusions de la Paix.

Que la Nation célèbre donc désormais solennellement cet anniversaire consacré par une loi nouvelle. C'est parfait! Que le 11 novembre devienne dans notre calendrier national la fête de la Victoire et de la Paix, la fête de nos combattants conduits par notre Roi, la fête de nos héros civils dont cette journée a marqué, en 1918, l'apothéose et la délivrance, rien de mieux!

Toutefois, nous croyons devoir exprimer ici le vœu qu'en enlevant à la journée du 4 août son caractère de fête publique, la Nation belge n'oublie jamais d'évoquer, à l'occasion de cet anniversaire, les admirables souvenirs qui s'y rattachent. « Que la loi le décrète ou non, disait excellemment M. Imperiali, en défendant à la Chambre le 9 juillet 1919 l'amendement qui fut adopté, le 4 août sera tous les ans le jour où la Belgique sentira, à la face de l'univers, que c'est son jour de gloire, son jour d'orgueil, son jour de fierté nationale. »

Souhaitons qu'en cessant d'être un jour de fête, cet anniversaire du 4 août demeure un jour de recueillement. Souhaitons que tout au moins nos beffrois et nos églises veillent, au matin de cet anniversaire, à interrompre périodiquement la prescription de l'oubli et à ranimer dans l'âme des générations nouvelles, par une sonnerie de quelques minutes, l'acte glorieux par lequel la Belgique, affirmant sa fidélité à la foi jurée et décidée à résister malgré tout à un formidable agresseur, s'est révélée supérieure à elle-même, a conquis l'admiration du monde et a déterminé tout le sort de la grande guerre. Il est salutaire que d'année en année les générations qui grandissent, la jeunesse de nos écoles et de nos régiments revivent, ce jour-là, quelque chose des émotions que nous avons tous éprouvées à cette heure inoubliable et qui se traduisirent au Parlement, à l'écho du discours du Roi, par un élan unanime d'amour pour le pays.

Un autre vœu a été aussi exprimé au sein de votre Commission spéciale. Il s'adresse au Gouvernement. C'est celui de voir mettre à exécution, sans plus de retard, la loi du 14 juillet 1919 qui décide qu'un monument national sera érigé à Bruxelles par l'État à la mémoire des héros de la guerre. Si les études préalables au choix d'un emplacement et les difficultés d'ordre artistique ou d'ordre matériel qui compliquent fatalement un travail de proportions grandioses,

doivent reculer la réalisation de cette décision, il semble qu'en attendant cette réalisation, un projet plus simple, et dont l'une et l'autre Chambre ont été saisies dans leurs dernières sessions, pourrait acquitter, endéans un délai relativement prochain, quelque chose de la dette que nous avons contractée envers la mémoire de nos défenseurs. L'idée a été émise de voir déposer solennellement, en un endroit à choisir à Bruxelles, les restes anonymes d'un soldat belge mort à l'ennemi. Un tel hommage aurait une signification profonde. Une simple statue représentant un jeune soldat s'offrant à la Patrie, ou un simple sarcophage, voire une simple dalle marquerait la place où reposerait ce héros inconnu symbolisant la vaillance de tous.

Si les Chambres adoptent la proposition de M. Max, il est à espérer que la fête nationale du 11 novembre, dès sa première célébration, permettra au Gouvernement, par une initiative dont il revendiquera sans doute le privilège, de donner à la loi du 14 juillet 1919 un commencement d'exécution.

Honorer nos héros et nos défenseurs, c'est en réalité recueillir d'eux de l'honneur et des leçons.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

P. HYMANS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 JULI 1922.

1. Wetsvoorstel waarbij de datum van 4 Augustus, als nationale feestdag, wordt vervangen door dien van 11 November;
 2. Wetsvoorstel houdende dat de verjaardag van 11 November 1918 jaarlijks als officieele feestdag van den Vrede zal gevierd worden (1).
-

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **CARTON DE WIART**.

MIJNE HEEREN,

Zooals de heer Max het in de toelichting van zijn wetsvoorstel zegt, was de datum van 11 november die welke de Senaat eerst had aangenomen voor de plechtige herdenking van onze deelneming aan den grooten Oorlog.

Tijdens de Kamerdebatten van 9 Juli 1919, vroegen de heeren Imperiali, Hanssens en Destrée, bij wijze van amendement, dat de viering van 4 Augustus die van 11 November zou vervangen. Namens de Regeering, sloot de heer Delacroix zich aan bij dit voorstel van in de plaatsstelling, en, daar de verjaardag van 4 Augustus door de Kamer was aangenomen geworden en door een nieuwe stemming van den Senaat bekrachtigd, werd hij op officieele wijze door de wet van 19 Juli 1919 als Nationale feestdag gehuldigd.

De ervaring leerde spoedig de bezwaren van deze beslissing kennen. De heer Max noemt er eenige op : « Augustus is inzonderheid een maand van verlof en van reisuittappen. De beraadslagende vergaderingen schorsen hunne werkzaamheden; de openbare mandatarissen nemen, op dit tijdstip, gemeenlijk hun jaarlijksch verlof. Anderzijds, zijn de scholen gesloten. »

Deze bezwaren zijn onloochenbaar. Wij meenen echter dat de lauwheid, welke de gemeenten en de bevolking heeft getoond bij de viering van het Nationaal Feest

(1) Wetsvoorstellen, n° 368 en 241.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer HYMANS, bestond uit de heeren BOLOGNE, DE BUE, DESTAËE, CARTON DE WIART, FISCHER, HOUSIAUX, STRAUS EN VAN HOECK.

van 4 Augustus, dieper wortelt en dat de redenen eerder van psychologischen aard zijn. Voor alle Belgen is de verjaardag van 4 Augustus een bij uitstek hartroerende en glorierijke datum, doch zij is geen *feest*, in den zin dien men gewoonlijk daaraan hecht, met luidruchtige betoogingen en uiterlijke vermakelijkheden. De lafheid van den aanval waarvan België dien dag het slachtoffer werd, de wreedheid der offers en der verliezen waarvan een hardnekkige en door de eer opgelegde weerstand de aanleidende en vrijwillige oorzaak moest zijn, al deze herinneringen, door den datum van 4 Augustus opgewekt, strooken geenszins met het woord en met het begrip *feest*.

Dit is de verklaring van den geringen bijval die, in 1919 en 1920, het programma ontmoette, dat door de hooge overheid was vastgesteld geworden om den datum van 4 Augustus te vieren. De artillerie-salvo's en de militaire concerten wekten slechts zwakke weergalmen op en de bundels vuurpijlen gingen als nachtkaarsen uit.

In 1921, aarzelde de Regeering om dit feestprogramma te vervangen door een formule die beter met het volksgevoelen strookte. Een omzendbrief van den Minister van Binnenlandsche Zaken, gericht tot al de Staatsbesturen, tot de provinciale en de gemeenteoverheid alsmede tot de geestelijke overheid, drong aan op de noodzakelijkheid om aan de verjaring van 4 Augustus een kenmerk van vaderlandsche ingetogenheid, eerder dan van openbare vermakelijkheid te geven. « Om hulde te brengen aan den heldenmoed der Natie welke zich als één man tegen den overweldiger opwierp, zullen al de klokken, op 4 Augustus te 9 uur 30 's ochtends, alarm luiden, op het oogenblik waarop, door de schending van ons grondgebied, een der schandigste misdaden der geschiedenis werd voltrokken. Dit plechtgebet zal in aller gemoed tegelijkertijd met de herinnering van 's lands heldenmoed, het gevoel van eendracht wekken en de offervaardigheid welke het Vaderland eischt van elk zijner kinderen voor de verdediging zijner onafhankelijkheid.

Het voorstel van den heer Max doet de wet van 19 Juli 1919 te niet. Voortaan zal de verjaardag van 4 Augustus 1914 geen nationale feestdag meer zijn, doch deze beteekenis zal officieel gehecht worden aan den verjaardag van 11 November 1918.

Het voorstel van den heer Van Remoortel, waarvan het onderzoek insgelijks naar de Commissie werd verzonden door eene beslissing der Kamer dd. 4 Juli, beoogt hetzelfde doel. Het verschilt slechts van het voorstel Max doordat het aan de viering van den 11^{en} November den titel geeft van « Feest van den Vrede ».

De Commissie heeft het niet noodig geacht dat een bijzondere omschrijving werd gegeven van de viering waarvan de aard niet kan betwist worden.

Eenparig, heeft uwe Commissie den wensch uitgedrukt dat de gedachte, in beide voorstellen omschreven, zou aangenomen worden en zij vraagt aan de Kamer ze op hare beurt goed te keuren met tot den tekst van den heer Max toe te treden.

Deze tekst hecht aan den datum van 11 November de beteekenis van nationaal feest. Herinneren wij er aan, dat de termen « nationaal feest » en « wettelijke feestdag » niet dezelfde beteekenis hebben en dat, zoo de wetgevende macht aan

den datum van 11 November de bijzondere en rechterlijke gevolgen wil geven als aan de wettelijke feestdagen, de tekst van het voorstel-Max in dien zin zou moeten aangevuld worden. Voegen wij er nog bij, dat niets er zich tegen verzet, zoodra de voorgestelde tekst kracht van wet zal hebben verkregen dat artikel 70 der Grondwet, voorschrijvende dat de Kamers vergaderen den tweeden Dinsdag van November — tenzij ze reeds vroeger door den Koning bijeengeroepen waren — wordt toegepast, in geval de 11^e November op den tweeden Dinsdag van November moest vallen.

De datum van 11 November, welke, met het oog op eene volksviering en op de medewerking der scholen, niet de praktische bezwaren biedt welke de keus van 4 Augustus oplevert, is voorzeker waard voor immer in de herinnering der nageslachten voort te leven. Hij verdient niet glans te worden gevierd door België evenals door de Mogendheden die onze geallieerden waren in den Grooten Oorlog voor het Recht. Hij herinnert aan den triomf van het Recht op de Macht. 't Is de dag waarop onze aanvaller kwartier vroeg. 't Is de dag waarop de moed onze soldaten en het uithoudingsvermogen van onze bevolkingen hunne belooning vonden in de zegepraal en in de bevrijding van den geschonden grond. Dien dag nam de hatelijke vijandige bezetting werkelijk een einde. Dien dag, laiden al onze dorpen en steden, als bij tooverslag, in onze zoo lang verdrukte nationale kleuren. Dien dag, moesten de moeders niet meer beven voor hunne kinderen. Dien dag, verlieten onze gevangenen en onze weggevoerden hunne kerkers. Op de versnippering der gezinnen volgde de vreugde van de hereeniging. En al de oorlogsweeën hielden op de geesten en de harten te prangen en deze gingen open voor alle verwachtingen en alle begoochelingen van den Vrede.

Dat de Natie dus voortaan plechtig deze door een nieuwe wet gehuldigde verjaring viere. Daar is niets tegen in te brengen! Dat de 11^e November in onzen nationalen kalender het feest worde van den Zege en van den Vrede, het feest van onze strijders aangevoerd door onzen Koning, het feest van onze burgerhelden voor wie deze dag, in 1918, de verheerlijking en de verlossing heeft gebracht, opperbest!

Wij meenen, echter, hier den wensch te moeten uitdrukken dat de Belgische Natie, met aan den dag van 4 Augustus zijn openbaar feestkarakter te ontnemen, nooit zou vergeten, bij gelegenheid van deze verjaring, de heerlijke herinneringen op te wekken, die er aan verbonden zijn. « Dat de wet het voorschrijve of niet, — zegde zeer terecht de heer Imperiali, toen hij op 9 Juli 1919 ter Kamer het amendement verdedigde dat werd aangenomen, — de 4^e Augustus zal telken jare de dag zijn waarop België, tegenover geheel de wereld, zal gevoelen dat het zijn zegedag, zijn ceredag, zijn dag van nationale fierheid is. »

Laten wij hopen dat deze verjaardag van 4 Augustus, zoo hij ophoudt een feestdag te zijn, nochtans een dag van stille overpeinzing blijve. Wenschen wij dat ten minste onze belforten en kerktorens, op dien verjaardag-ochtend, niet nalaten die voorgeschreven vergetelheid te onderbreken en in de ziel der nageslachten, door een gelui van enkele minuten, de zegenrijke daad te doen herleven, waardoor België, getrouw aan het gegeven woord en beslist om, ondanks alles,

over een overmachtigen aanvaller te weerstaan, zich zelf heeft overtroffen, de bewondering van de wereld heeft verdiend en over het lot van den grooten oorlog heeft beslist. Het is heilzaam dat de aangroeiende geslachten, de schooljeugd en de jongelieden van onze regimenten, van jaar tot jaar, dien dag gedeeltelijk nogmaals de ontroeringen gevoelen, welke wij allen op dat onvergetelijk uur hebben beleefd en die zich, in het Parlement, hebben geuit, bij het aanhooren van 's Konings redevoering, door een eenparigen liefdedrang jegens het Vaderland.

Nog een andere wensch werd in uwe Bijzondere Commissie voorgebracht en tot de Regeering gericht. Hij betreft, onverwijld de wet van 14 Juli 1919 te doen toepassen, welke beslist dat een nationaal gedenkteeken door den Staat te Brussel zal worden opgericht ter gedachtenis van de oorlogshelden. Indien de studien, voorafgaande aan de keuze van een standplaats en de bezwaren van artistieken of van materieelen aard die noodzakelijker wijze een werk van grooten omvang verwikkelen, de verwezenlijking van deze beslissing moeten achteruitstellen, schijnt het dat, in afwachting van deze verwezenlijking, een meer eenvoudig ontwerp, dat in beide Kamers tijdens de laatste dienstjaren werd aanhangig gemaakt, er zou kunnen toegeraken om, binnen een betrekkelijk korten termijn, een gedeelte der schuld te betalen welke wij jegens onze gevallen verdedigers hebben aangegaan. De gedachte werd vooruitgezet, dat de ongeïdentificeerde overblijfselen van een bij den vijand gesneuveld Belgisch soldaat op plechtige wijze zouden begraven worden op een te Brussel te kiezen plaats. Dergelijke hulding zou een diepe beteekenis hebben. De plaats waar deze ongekende held — die de dapperheid van allen verzinnebeeldt — zou rusten, zou aangewezen worden door een eenvoudig standbeeld voorstellende een jong soldaat die zich aan zijn Vaderland offert, of door een eenvoudige grafzerk, ja zelfs door een eenvoudige marmerplaat.

Zoo de Kamers het wetsvoorstel Max goedkeuren, mag men verwachten dat het nationale feest van 11 November, vanaf zijne eerste viering, aan de Regeering zal toelaten, — dank zij een initiatief dat zij ongetwijfeld zal doen gelden, — aan de wet van 14 Juli 1919 een begin van uitvoering te geven.

Met onze helden en onze verdedigers te vereeren, verwerft men in werkelijkheid van hen eer en leering.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

P. HYMANS.